

## Au Burundi, "aucun jour sans enlèvement ni disparition"

Deutsche Welle, 25-04-2017 Deux ans après le début de la contestation contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, la situation est toujours tendue. Reportage à Nyakabiga, un quartier dits "contestataire", toujours sous étroite surveillance. Le 25 avril 2015, c'est notamment à Nyakabiga, un quartier situé au centre de Bujumbura, qu'avait commencé la contestation anti-troisième mandat. [Photo : À Nyakabiga, police et armée sont déployés en permanence deux ans après le début de la crise au Burundi.]

Aujourd'hui, ses extrémistes sont toujours surveillés par la police avec des barrières en fils barbelés pour le contrôle des suspects. Pas de manifestations anti-régime, mais pas de paix ni sécurité non plus, contrairement aux discours officiels, constate James, habitant de Nyakabiga. "Il n'y a plus de manifestants dans les rues mais on ne peut pas dire que la paix règne à 99%. Ce serait un mensonge car dans tout le pays, aucun jour ne passe sans enlèvement ou disparition. Des gens sont retrouvés morts, d'autres sont arrêtés sur leur lieu de travail" La violence toujours présente Pour d'autres, la crise bat toujours son plein, et seule sa forme a changé. Deux ans après le début de la contestation, l'opposition radicale a compté près de 3000 morts, autour de 1.000 cas de disparitions forcées, 8000 prisonniers politiques et un peu plus de 400.000 exilés. La fin des manifestations populaires a mis fin aux crispités d'armes mais la solution est encore lointaine, selon Victor. Pour ce fonctionnaire de Nyakabiga, rien n'a changé depuis 2015. "Ce sont peut-être les méthodes qui ont changé mais en terme de prévalence de la violence elle-même, rien n'a changé. Il y a beaucoup de violence. Une partie des leaders politiques, civils et militaires sont en exil et tout ce monde-là a justement fui ce pouvoir." Les exilés, menace potentielle pour le régime La répression sanglante des manifestants a contraint les jeunes à s'exiler vers les pays voisins. D'après Jean-Claude, ce mouvement ne constitue qu'une bombe retardement pour le pays. "Dans la ville de Bujumbura et même dans les provinces, on a essayé d'éliminer tous les jeunes, même cet artisan de Nyakabiga. Ceux qui sont parvenus à s'échapper, on ne sait pas où ils sont. Peut-être que ce sont eux qui constituent les groupes rebelles. À un certain moment, il y a aura peut-être une guerre, qui ne sera pas facile à affronter." Depuis deux ans, des mouvements révolutionnaires dont armés sont nés et mènent des attaques dans certains coins. Des officiels et cadres de la police et de l'armée ne sont pas à l'abri.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});